

# DIALOGUES

Journal des communistes de Roissy en Brie



## Lettre ouverte au député du changement

Monsieur Rihan Cypel, député de la 8<sup>ème</sup> circonscription de Seine-et-Marne

En dépit des réserves possibles des uns et des autres, le Président de la République, le gouvernement ont décidé de proposer le *Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance*, le fameux pacte budgétaire conçu par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy au Parlement à la fin du mois de septembre.

Ce traité impose un contrôle permanent des comptes nationaux par des instances européennes non élues et un retour quasi immédiat à l'équilibre budgétaire de l'Etat et des administrations, collectivités locales, caisses de sécurité sociales, sous peine de sanctions financières lourdes et automatiques et de mise sous tutelle budgétaire, alors que les critères de Maastricht (pas plus de 3% de déficit annuel par rapport au PIB) avaient déjà le plus grand mal à être appliqués.

La politique qu'induisent ces exigences risque d'aggraver un chômage et une précarité déjà très élevés. C'est elle qui vient d'être rejetée en mai et juin dernier.

L'objectif de 0,5% de déficit maximum par rapport en PIB en 2013 est posé comme une obligation absolue alors que l'an passé, il s'approchait des 4%. L'obligation d'atteindre très rapidement cet objectif – qui n'est même pas assorti de l'obligation d'une maîtrise publique minimale du secteur bancaire et de l'argent - impose des politiques d'austérité, des politiques néo-libérales, qui vont nous enfoncer un peu plus dans la récession, aggraver la souffrance sociale, rendre impossible le changement dans leur vie quotidienne que les salariés et les électeurs de gauche attendent.

Comme on l'observe déjà en Grèce, en Espagne, en Italie ou au Portugal où elles sont déjà adoptées sous la pression de la BCE, de la Commission Européenne et du FMI,

ces politiques de rigueur ne pourront pas réduire efficacement la dette. Partout, elles créent la misère et gonflent les inégalités.

Les dispositions préconisées par les négociateurs du Traité sont claires: plus d'impôts pour les classes populaires et moyennes, moins de services publics et de systèmes de solidarité par la redistribution, moins de dépenses de l'Etat dans tous les domaines, privatisations et flexibilisation du marché du travail. Nous sommes loin de l'Europe sociale promise par d'aucuns...

Ce traité remet en cause les compétences des Parlements et gouvernements, et donc des citoyens, en matière de définition des politiques économiques et sociales et de maîtrise budgétaire. Il nous enferme dans une politique d'austérité prolongée qui videra de tout contenu significatif l'alternance droite-gauche et nourrira des reculs de la condition des salariés, jeunes et retraités, la désespérance sociale, le repli sur soi et la progression de l'extrême-droite.

Il aggrave le gouffre qui sépare de plus en plus les peuples européens de la construction européenne et devrait à terme se retourner contre l'idée d'union européenne elle-même, dans la mesure surtout où l'injonction de la rigueur ne suffira aucunement à régler le problème de l'endettement public et de la spéculation sur les dettes, car c'est la récession, l'incapacité des Etats à emprunter auprès de banques centrales et l'absence de contrôle public du monde financier qui les renforcent.

Nous en sommes donc à un de ces moments où le courage de l'indépendance et de l'affirmation de valeurs plus hautes que la simple solidarité partisane, telle que la préservation de la souveraineté populaire et de l'Etat social, vieilles conquêtes de la gauche en France doivent pouvoir s'exprimer.

**Avec le Front de Gauche,  
mettons nos forces en commun.**

Dans une majorité parlementaire, il y a bien sûr des règles. « La majorité doit impérativement voter le budget et le PLFSS » aimait à rappeler Lionel Jospin. Une majorité politique n'est pas un club de supporters marchant à coup d'oukases ou de rappels à l'ordre disciplinaires.

A notre connaissance, les députés socialistes qui n'avaient pas voté la ratification du Traité de Nice consacrant l'élargissement de l'Europe sous le gouvernement Jospin n'avaient fait l'objet d'aucun rappel à l'ordre ni d'aucune sanction de la part du Président du Groupe Socialiste de l'époque, Jean-Marc Ayrault, ni de la part du 1<sup>er</sup> Secrétaire du Parti Socialiste, François Hollande.

Ni la présidence, ni le gouvernement, ni vous, n'avez de mandat du peuple pour ratifier le TSCG qui plus est par la voie parlementaire, qui plus est à la seule majorité simple. L'engagement n°11 des 60 propositions de renégocier le TSCG afin qu'il rende possible la poursuite d'autres objectifs que l'équilibre budgétaire impose même le contraire. Les maigres concessions sémantiques et financières obtenues par François Hollande au sommet européen de Bruxelles des 28 et 29 juin dernier sont à comparer avec les soutiens accordés au monde de la finance. Ils ne changent rien à la logique générale du TSCG qui inscrit dans le marbre les politiques d'austérité.

Un tel traité doit sans doute être perçu par certains comme un pare-feu nécessaire. « Pour éviter la spéculation généralisée sur les dettes et l'augmentation des taux d'intérêt consentis par les marchés en cette période de crise qui pourrait emporter la zone euro » disent-ils. Peut-être... Mais la moindre des choses, au vu des obligations politiques durables, des régressions démocratiques et sociales qu'il sous-tend, est de le soumettre au référendum.

Voici ce que disait Jean-Marc Ayrault en 2008 à l'Assemblée Nationale en tant que chef du principal groupe d'opposition :

« Que vous soyez pour ou contre ce traité, ne privez pas les Français d'un débat auquel ils ont droit. Exigez du président de la République qu'il soumette le traité de Lisbonne à référendum. Ce n'est pas une volonté de marquer des points contre le président et le gouvernement. C'est une volonté de respecter les Français. » En la matière, le changement se ferait-il reniement ?

Va t-on imposer, sous la pression des milieux financiers, des abandons de souveraineté et des sacrifices sociaux inédits, et le faire sans consulter nulle part les peuples européens directement ? Dans cette nouvelle Europe, la démocratie est-elle donc devenue un risque qui ne peut plus être assumé ?

En 2005, rappelez-vous, les logiques que le pacte Sarkozy-Merkel renforce aujourd'hui étaient rejetées largement par nos concitoyens.

Pour notre part, nous n'oublions pas qu'à Roissy-en-Brie, au terme d'une campagne sur le fond, 4 303 roissiens les refusaient. 58,31 % ! Une majorité nette censurée quelque mois plus tard par Mme Brunel, alors députée de notre circonscription. Contre le pays, elle sera de cette majorité parlementaire qui approuvera le traité de Lisbonne, censurant allègrement le verdict des urnes. Un véritable déni de démocratie.

Nous ne pouvons imaginer qu'un des actes premiers du député du changement soit de refuser l'expression du peuple français sur ce pacte budgétaire et que, par un vote positif à l'Assemblée Nationale, il inscrive simplement la réalité de son mandat dans la continuité des actes de la précédente majorité UMP.

Soyez assuré, Monsieur le Député, que nous suivrons de près ce débat parlementaire sur le TSCG. Nous sommes décidés à mener une bataille politique forte pour sensibiliser aux enjeux énormes du traité budgétaire et faire grandir l'exigence du référendum dans l'opinion.



**Le 30 septembre**

**Grande Manifestation pour exiger un Référendum sur le Traité qui condamnera l'Europe à l'austérité.**

